

ISRAËL PALESTINE : MOBILISATION LA PLUS LARGE POSSIBLE POUR LA PAIX, LA PROTECTION DES POPULATIONS CIVILES ET UN CESSEZ LE FEU IMMÉDIAT

Des crimes de masse, visant essentiellement des populations civiles, ont été commis les 7 et 8 octobre par des milices lourdement armées du Hamas dans le sud d'Israël. Ces actes de terrorisme révulsent en nous l'Humanité. Injustifiables, ils portent en eux le pire et n'annoncent que le pire pour tous les autres.

Le droit d'Israël à la sécurité est incontestable. Mais les gouvernants israéliens ont choisi de riposter en mobilisant une énorme capacité de destruction et de mort.

A Gaza, véritable prison à ciel ouvert, ce sont plus de deux millions de personnes qui subissent des bombardements massifs et fuient sans issue viable leurs maisons détruites. Le blocus, en vigueur depuis 2007, va aujourd'hui jusqu'à la privation d'eau, de vivres, de médicaments, de carburant et d'électricité y compris dans les hôpitaux. Le siège total de Gaza imposé depuis plusieurs jours n'est pas une riposte proportionnée contre le Hamas mais une punition collective contre la population civile de ce territoire. Elle a déjà fait plusieurs milliers de victimes dans la population civile.

Le choix de la vengeance plutôt que de la justice a déjà été fait à de multiples reprises, sans jamais assurer à quiconque ni la sécurité, ni la paix, ni la justice.

Parce que toutes les vies comptent, parce qu'elles condamnent les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité où qu'ils aient été commis, nos organisations demandent à la communauté internationale, à l'ONU, au Conseil de l'Europe, à l'Union européenne et à la France de tout mettre en œuvre pour faire appliquer le droit humanitaire international.

Ce que ce droit exige, c'est :

- la **libération** immédiate, sans condition, de tous les otages civils actuellement détenus par le Hamas ;
- un **cessez le feu** immédiat, avec la fin des bombardements et du déplacement forcé des populations ;
- la **protection** de toutes les personnes civiles quelle que soit leur nationalité ;
- la mise en place en urgence de façon durable et suffisante d'un **corridor humanitaire** permettant d'acheminer les produits de première nécessité et les médicaments ;
- la **levée** complète **du blocus** de la bande de Gaza.

Le cycle infernal de la terreur ne pourra être brisé que par le respect du droit et d'abord du droit international humanitaire, le soutien à l'enquête de la Cour pénale internationale ouverte en 2021 (sur les crimes commis en Palestine par toutes les parties en présence), la mise en place et le respect d'une paix durable entre les deux peuples.

Nous appelons à la mobilisation la plus large possible pour que les populations d'Israël et de Palestine puissent enfin voir leurs droits respectés et protégés notamment dans le cadre des résolutions de l'ONU de 1967 (à savoir la reconnaissance de l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël).

C'est pourquoi les organisations soussignées appellent à un rassemblement, sans drapeau :

Le samedi 4 novembre 2023

À 15 h

Place des Épars, à Chartres

Organisations euréliennes signataires

PCF, PS, Ensemble !, EELV, LFI, MJCF, Solidaires, CGT, FSU